

Bulletin d'histoire politique

La honte d'un peuple

Guy-Philippe Wells



Volume 2, numéro 4, printemps 1994

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1063420ar>
DOI : <https://doi.org/10.7202/1063420ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique

ISSN

1201-0421 (imprimé)
1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Wells, G.-P. (1994). La honte d'un peuple. *Bulletin d'histoire politique*, 2(4), 23–26. <https://doi.org/10.7202/1063420ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1994

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

les relations amoureuses entre personnes de même sexe. Un quart de siècle après la décriminalisation des relations homosexuelles entre adultes consentants, (le bill omnibus, rappelons-nous) on peut mesurer ce changement d'attitude.

Incontestablement, il est plus facile aujourd'hui de vivre ouvertement comme gai ou lesbienne. D'abord, l'information sur l'homosexualité circule davantage, et il en est fréquemment question dans les grands médias. Les organisations gaies et lesbiennes sont nombreuses et présentes dans les principales régions du Québec. Une presse gaie et lesbienne existe depuis longtemps. Ce sont là des progrès évidents. Malheureusement, ce changement s'accompagne aussi d'une réaction hostile chez certaines personnes. L'homophobie, cette haine des gais et lesbiennes, devient plus violente et cruelle, comme en témoigne la récente série macabre de meurtres d'hommes, dont l'un a été le fait de jeunes skins.

Dans ce combat pour amener un changement des attitudes populaires concernant les gais et lesbiennes, nous avons aussi des alliés, comme Jeannette Bertrand qui a souvent abordé le thème dans son émission. On oublie trop souvent que pour chaque homophobe, il y a aussi un hétérosexuel sympathique.

Sans un changement profond de l'opinion publique en ce qui concerne l'homosexualité, nos revendications auprès des gouvernements seront plus difficiles à satisfaire. Les politiciens, dont le courage ne représente pas une caractéristique notable, seront peu enclins à y donner suite.

LA HONTE D'UN PEUPLE

par Guy-Philippe Wells
Journaliste indépendant

Il est de ces anniversaires que l'on préfère oublier. Celui de Dachau fait partie de ceux-là. Il y a soixante et un ans cette année, le camp de concentration de Dachau était inauguré. Situé à proximité de la petite ville de Dachau, qui se trouve à une trentaine de kilomètres au nord-ouest de Munich, ce camp fut le premier d'une longue série qui, durant la deuxième guerre mondiale, joua le rôle horrible que l'on connaît. Ouvert à peine deux mois après la prise du pouvoir par Hitler, le 30 janvier 1933, sur le site d'une usine d'explosifs désaffectée, le camp avait comme fonction initiale d'isoler les ennemis de l'État national-socialiste: adversaires politiques, Juifs, prêtres et autres éléments «indésirables». Il y réussit si bien qu'en 1937, le camp prévu pour 5 000 personnes s'avéra insuffisant. Les détenus furent alors utilisés pour construire un camp plus vaste terminé en 1938. Le camp était composé de baraques d'habitation, de deux infirmeries, d'une cantine et d'une baraque de travail. Chaque baraque d'habitation était divisée en quatre chambrées, comprenant chacune une salle de séjour et un dortoir. On trouvait une toilette pour deux chambrées. Une chambrée était destinée à 52 détenus, donc 208 par baraque. Au cours de la guerre, suite à la progression rapide des armées allemandes, le nombre de détenus au camp explosa littéralement: jusqu'à 1 600 détenus durent loger dans une seule baraque. Au total, de 1933 à 1945, 228 000 personnes furent internées à Dachau. Selon les documents du service de recherche international, 31 591 détenus y moururent. De plus, y furent exécutés des milliers de prisonniers non-enregistrés. Joseph Billing, dans son livre *Les camps de concentration dans l'économie du reich hitlérien* évalue qu'il est possible que le nombre total de morts atteigne 76 000.

Trois catégories distinctes de camps furent mises sur pied en Allemagne nazie. Comme à Dachau, la plupart des camps avaient pour objectifs la détention d'individus indésirables ainsi que la mise au travail des «parasites de la société allemande». Au cours des premières années, la grande majorité des prisonniers furent incarcérés pour raisons politiques, mais en 1937, l'action fut engagée contre ceux que l'appareil nazi considérait «asociaux». La police

reçut alors l'ordre d'arrêter, dans chaque district, au moins 200 personnes de sexe masculin aptes au travail, qu'elle aurait à choisir parmi les catégories suivantes: vagabonds, mendiants, bohémiens ou personnes affectionnant le mode de vie de ces derniers, souteneurs, personnes de caractère bagarreur ainsi que les Juifs ayant un casier judiciaire. Une grande latitude était ainsi laissée à la police et le pouvoir décisionnel des forces de l'ordre fut encore étendu en 1938 par un décret de Himmler, chef de la police du Reich et de la S.S., chargeant la Gestapo d'interner les «personnes réfractaires au travail». L'internement exigeait une constatation médicale de l'aptitude du détenu au travail. L'objectif du gouvernement nazi était alors de mettre en marche un réseau d'entreprises en milieu carcéral. C'est ainsi que furent effectuées des milliers d'arrestations portant les effectifs concentrationnaires de Dachau à 20 000 détenus, en 1939, dont plus de la moitié faisaient partie de la catégorie des «asociaux». Le travail des détenus servit d'abord à combler les besoins immédiats des camps. Les entreprises des camps se développèrent peu à peu pour enfin fabriquer une variété impressionnante de produits: plantes médicinales, briques, tissus, bois, etc... Trois de ces camps eurent une fonction particulière. Les camps d'Auschwitz, de Majdanek et de Stutthof, en plus d'assurer les rôles de prisons et d'entreprises d'État, furent chargés d'appliquer ce qu'on appela «la solution finale», soit l'extermination des Juifs. Ces camps sont tristement célèbres pour les 2 000 000 de Juifs et de Tsiganes «gazés» qui y défilèrent. À l'extérieur du système concentrationnaire existait quatre camps uniquement voués à l'application de la solution finale: Belzec, Chelmno, Sobibor et Treblinka, où, là aussi, plus de 2 000 000 de Juifs périrent. Les seuls détenus qui y travaillaient étaient ceux chargés des travaux relatifs au processus d'extermination et au triage des effets et des valeurs enlevés aux nouveaux arrivants. Par rapport à ces camps, celui de Dachau ne fut donc pas largement impliqué dans l'extermination des Juifs. La plupart des détenus destinés à la chambre à gaz étaient transportés de Dachau au château de Hartheim, près de Linz. On trouvait pourtant à Dachau une chambre à gaz camouflée en douche, mais elle ne fut pas utilisée sans que l'on sache aujourd'hui pourquoi.

Le débat sur la période du troisième Reich est toujours d'actualité en Allemagne. Un peuple,

formé d'une population qui en grande majorité n'était pas née lors de ces événements, cherche à vivre avec son passé. Si l'on ne tient compte des extrémistes, en Allemagne comme ailleurs, qui mettent en doute l'existence des camps de concentration, le débat se déroule entre ceux qui assimilent les camps de concentration allemands aux autres horreurs des différentes guerres et ceux qui soulignent le caractère unique des événements qui s'y produisirent. Les questions longtemps occultées, quoique discutées parmi les intellectuels depuis plusieurs années, se sont trouvées sur la place publique au milieu des années quatre-vingts, lors de ce que les Allemands appelèrent «la querelle des historiens». La controverse fut déclenchée en 1985 par la visite de Ronald Reagan en Allemagne. À cette occasion, le président américain visita le cimetière militaire de Bitburg, où reposent plusieurs soldats SS. Cette visite provoqua de nombreuses protestations, dont celle du Sénat américain, qui entraîna une réaction du chef du groupe parlementaire allemand CDU/CSU, Alfred Dregger, sous forme d'une lettre adressée aux sénateurs américains. Il y mentionna qu'on ne pouvait nier le courage des soldats allemands qui avaient combattu l'Armée rouge et qu'il était dans l'ordre des choses que les chefs des nations «libres» commémorent leur combat contre le communisme. Ainsi Dregger fit une distinction entre les bons et les mauvais adversaires parmi les puissances qui combattaient Hitler. Pour ce qui est du front ouest et des horreurs commises durant la guerre, Dregger fit l'apologie du peuple allemand à l'aide de «la thèse de l'innocence collective», voulant que la très grande majorité des Allemands n'aient pas été complices mais victimes du III^e Reich.

La façon de voir de Dregger servit de base pour les débats qui suivirent entre plusieurs historiens allemands. Un article de Ernst Nolte, historien berlinois spécialiste du nazisme, parut le 6 juin 1986 et électrisa ce débat. Il y faisait mention d'une lettre transmise avant le début de la guerre par le président de l'Agence juive, Chaim Weizmann, au premier ministre anglais, Neville Chamberlain, lui assurant le soutien des Juifs aux puissances occidentales en cas de guerre contre l'Allemagne nazie. Cette lettre, selon Nolte, aurait pu donner le droit à Hitler de traiter les Juifs comme prisonniers de guerre et de les interner. Pour ce qui est de l'extermination des Juifs, Nolte se questionna sur la possibilité qu'il s'agisse en fait d'une réponse anticipée face à

une invasion possible de l'Allemagne par Staline. L'holocauste serait en fait une réaction de détresse face au risque présenté par un régime communiste et face à ses atrocités. Nolte explique: «L'archipel du Goulag n'est-il pas plus originel qu'Auschwitz? L'assassinat pour raison de classe n'est-il pas le précédent logique de l'assassinat pour raison de race? Un lien causal entre Auschwitz et le Goulag est du moins possible».

L'article de Nolte fut donc le détonateur du débat et les objections furent nombreuses. Le débat ainsi provoqué, qui n'était évidemment par la première réflexion des intellectuels allemands sur le sujet, fut cependant d'une durée et d'une virulence inhabituelle. Eberhard Jackel, professeur d'histoire à Stuttgart, dénonça avec vigueur cette interprétation de l'histoire: «Quant à moi, j'affirme que l'assassinat des Juifs a été quelque chose d'unique car jamais auparavant un État n'avait décidé (...) qu'un certain groupe humain devait être éliminé, autant que possible dans sa totalité, les vieux, les femmes, les enfants et les nourrissons inclus, décision que cet État a ensuite appliquée avec tous les moyens qui étaient à sa disposition».

De nombreux historiens et politiciens sont intervenus dans le débat, la plupart d'entre eux par le concours de journaux. Le sujet a passionné l'Allemagne et suscité plusieurs colloques et conférences. Organisées généralement sous l'impulsion d'associations étudiantes, ces rencontres ont été d'intérêt national, les jeunes démontrant une attention plus soutenue que les personnes plus âgées. Le débat a polarisé les opinions entre partisans de la relativisation de l'horreur, de l'oubli contre ceux de la responsabilité objective obligeant l'Allemagne à une plus grande ouverture face aux autres peuples. Le maire de Dachau, le Dr Lorentz Reitmeier, explique l'attitude de la population de Dachau: «d'innombrables crimes ont été commis dans le camp de Dachau. Comme vous-même, la ville de Dachau et ses habitants s'inclinent avec une profonde émotion devant les victimes de ce camp. Les horreurs des camps de concentration ne doivent jamais se renouveler! La visite de ce camp va vous remplir d'effroi, mais nous espérons que vous ne reporterez pas votre indignation sur la ville bavaroise de Dachau, vieille de 1 200 ans, qui, lors de la construction du camp, n'a pas été consultée et dont la population s'était en 1933 clairement prononcée contre le national-

socialisme naissant. Le camp de concentration de Dachau relève de la responsabilité collective allemande».

Aujourd'hui, on peut se rendre à Dachau et visiter le camp. Les indications routières ne sont pas particulièrement soulignées, mais elles sont tout de même présentes. La plupart des touristes doivent chercher la route avec un certain malaise. On ne demande pas aux passants le chemin vers Dachau comme on demande celui vers la gare. Nous avançons sans nous douter de la pesanteur des lieux, encore insouciantes en traversant les barbelés. On ne se trempe dans l'horreur qu'une fois sur la place centrale, face aux deux baraques qui sont conservées. C'est ici que les détenus étaient rassemblés au début et à la fin de chaque journée afin que les soldats en effectuent le décompte. À l'arrière des deux baraques, une allée bordée d'arbres se rend jusqu'à l'autre extrémité du camp. De chaque côté de cette allée se trouvaient les autres baraques, qui ont été démolies après la guerre. À l'extrémité, on aperçoit un chemin qui mène à l'extérieur des murs du camp. Un petit pont enjambe le ruisseau qui suit le mur du camp et permet de se rendre dans un boisé où se dressent deux jolies bâtisses. Il s'agit des fours crématoires et de la chambre à gaz. Des écriteaux aident le visiteur, expliquant: «ici des détenus furent pendus» ou «ici furent brûlés des détenus». Difficile de concevoir que ces quelques fours accomplirent une tâche si monstrueuse. Car si l'horreur est palpable, ce n'est point dû au gigantisme de la machine à tuer. Quelques fours et une chambre à gaz de la dimension d'un grand salon. L'émotion que l'on constate sur le visage de la plupart des visiteurs est évidemment provoquée par la connaissance des actes qui y furent commis, mais aussi par la netteté, le calme et la beauté des lieux, l'ensemble formant un contraste saisissant avec son objet. La chambre à gaz est malhabilement maquillée en douche, la porte conviendrait plus à un coffre-fort. Il est quelque peu consolant de savoir qu'aucun corps ne tomba asphyxié sur le plancher où nous marchons. À l'entrée du camp, un musée a été aménagé. Il présente l'histoire des camps de concentration, principalement à l'aide de photographies et de documents. Un film d'une trentaine de minutes est présenté en allemand et en version anglaise. Les autorités du musée n'ont souffert d'aucune complaisance en choisissant les documents qui y sont présentés, laissant les visiteurs muets à la sortie.

L'histoire de Dachau fait donc partie du passé, le camp ayant laissé place au musée, les photographies agissant comme témoins des événements qui s'y produisirent. Mais l'histoire se poursuit par les débats, articles et discussions qui animent une société allemande en quête de son passé. Dachau, la honte d'un peuple, oui, mais surtout un monument contre l'intolérance.

LES ALLOCATIONS FAMILIALES FÉDÉRALES ET LES FEMMES FRANCOPHONES DU QUÉBEC

par Denyse Côté
Travail social, Université du Québec à Hull
et Marie-Paule Maurice
Chercheure indépendante

(Une version préliminaire de cet article a été présentée au 6^e Congrès des Politiques sociales à l'Université Memorial, St.John's, Terre-Neuve. Une version complète de l'article est parue dans la *Revue canadienne de service social*, en janvier 1994.)

Introduction

Le rapport des femmes aux politiques sociales est multiple: cibles explicites et implicites de ces politiques, elles y réagissent et interviennent dans leur gestation (pression et prise de décision politique), dans leur application (comme professionnelles ou comme fonctionnaires), et en subissent enfin les retombées comme bénéficiaires et dispensatrices informelles de soins. Le programme fédéral des allocations familiales en est un exemple.

Le 1^{er} janvier 1993, après 48 ans d'existence, le régime fédéral des allocations familiales a pris fin. Première mesure de sécurité sociale universelle au Canada, elle a eu au moment de son implantation en 1945, un impact significatif sur les femmes québécoises, tant sur les mères de famille que sur les travailleuses sociales.

Le contexte de 1945

En 1945, le Canada sort de la Deuxième guerre mondiale et amorce la transition d'une économie

de guerre à une économie de paix. Le libéralisme économique se conjugue alors à une industrialisation rapide, doublée de l'explosion démographique de l'après-guerre et des luttes fédérales-provinciales autour des politiques sociales. Le Québec comprend 24,8 % des familles canadiennes; 49,7 % des familles québécoises ont au moins cinq enfants.

Les femmes québécoises, mêmes mariées et avec enfants, avaient été appelées à travailler pendant la guerre pour remplacer les hommes mobilisés, constituant ainsi plus de 30 % de la main-d'oeuvre québécoise, et beaucoup d'entre elles désiraient rester en emploi après la guerre. En 1984, le gouvernement fédéral planifie la réorganisation de l'économie afin de recevoir les soldats démobilisés. Pour ce faire, il envisage le retour des femmes au foyer, non sans avoir mis en place des mesures pour améliorer la situation économique des familles.

Par ailleurs, en 1945, le travail social francophone au Québec commence tout juste à se définir et à émerger du bénévolat. Les premières écoles francophones de service social viennent de voir le jour au début des années quarante. Le travail social francophone est confessionnel, vocationnel et majoritairement féminin. Les travailleuses sociales oeuvrent dans des organismes de bienfaisance de type paroissial (tels la Société St-Vincent de Paul, la Fédération des Oeuvres, le Conseil des Oeuvres), dans des agences urbaines privées de service social et dans des services sociaux diocésains. Elles oeuvrent également dans les hôpitaux, les hospices, les crèches, les orphelinats. Bref, elles sont des bâtisseuses dans les domaines du bien-être social et des services sociaux.

Mise en place des allocations familiales

Au moment où se planifie la transition de l'économie de guerre à une économie de paix, le gouvernement fédéral croit que les allocations familiales aideront à combler les besoins économiques des familles canadiennes, besoins non comblés par les salaires. Treize pays avaient déjà un programme d'allocations familiales. La Commission Montpetit au Québec avait écarté en 1933 un tel programme, mais le rapport Marsh proposait en 1943, dans la même ligne que Keynes en 1940 et Beveridge en 1942, la mise sur pied d'un système global de sécurité sociale, dont les allocations familiales seraient